

Hub des Territoires

L'espace d'échanges et de développement
Banque des Territoires

**Data, IA et cybersécurité au service
d'un numérique de confiance :
nos territoires en 2025**



13 novembre 2025

1

Introduction

Laetitia DORDAIN

Directrice du département du Digital
Banque des Territoires



Diane COLLIER

*Chargée de mission innovation territoriale et numérique
Banque des Territoires*



01 Résultats du baromètre 2025 de l'Observatoire Data Publica



02 Présentation de la Note de conjoncture Data, IA et cybersécurité dans les territoires - 2025



2

Résultats du baromètre 2025 de l'Observatoire Data Publica

4^{ème} édition



Diane COLLIER

*Chargée de mission innovation territoriale et numérique
Banque des Territoires*



Simon CHIGNARD

*Président
Observatoire Data Publica*





4^e
ÉDITION

BAROMÈTRE DE L'OBSEERVATOIRE DATA PUBLICA 2025

Les collectivités territoriales, la donnée et l'IA

UNE ÉTUDE RÉALISÉE AVEC LE CONCOURS DE :



Notice méthodologique

L'enquête de l'Observatoire a été conduite de mai à juillet 2025
auprès d'un échantillon de 292 collectivités et établissements publics locaux.

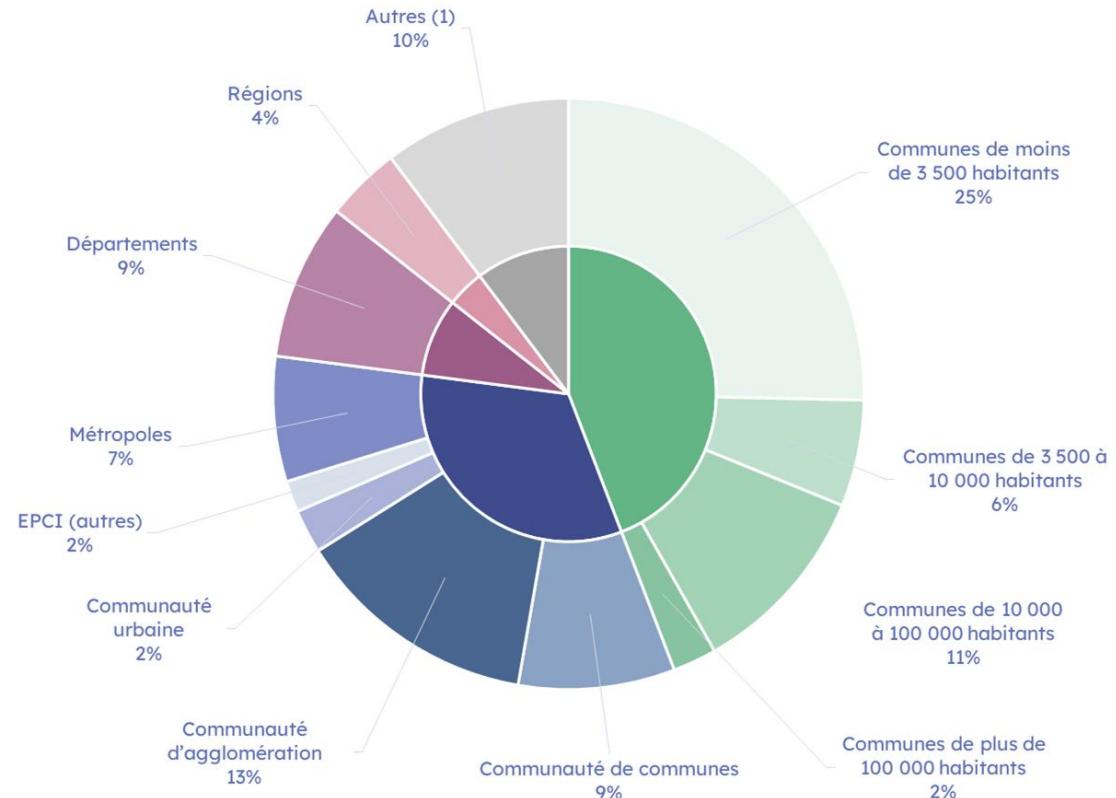
L'échantillon rassemble un large panel des collectivités territoriales en France. Certains sujets sont présentés sans les communes de moins de 3 500 habitants, la mention en est alors faite.

L'enquête a été administrée avec l'outil open source **LimeSurvey**.

L'enquête 2025 a été pilotée par Simon Chignard, Président de l'Observatoire, avec la contribution de Clément Mandron (Dataactivist), Sarah Bourgouin (Dataactivist) et Jeanne Chicote-Navas (Civiteo).

Les données de l'enquête sont disponibles sur le site de l'Observatoire Data Publica : <https://observatoire.data-publica.eu/>

292 collectivités et établissements publics locaux



(1) Autre : syndicats mixtes, opérateurs publics de services numériques, ...

PREMIÈRE PARTIE

La data territoriale en 2025

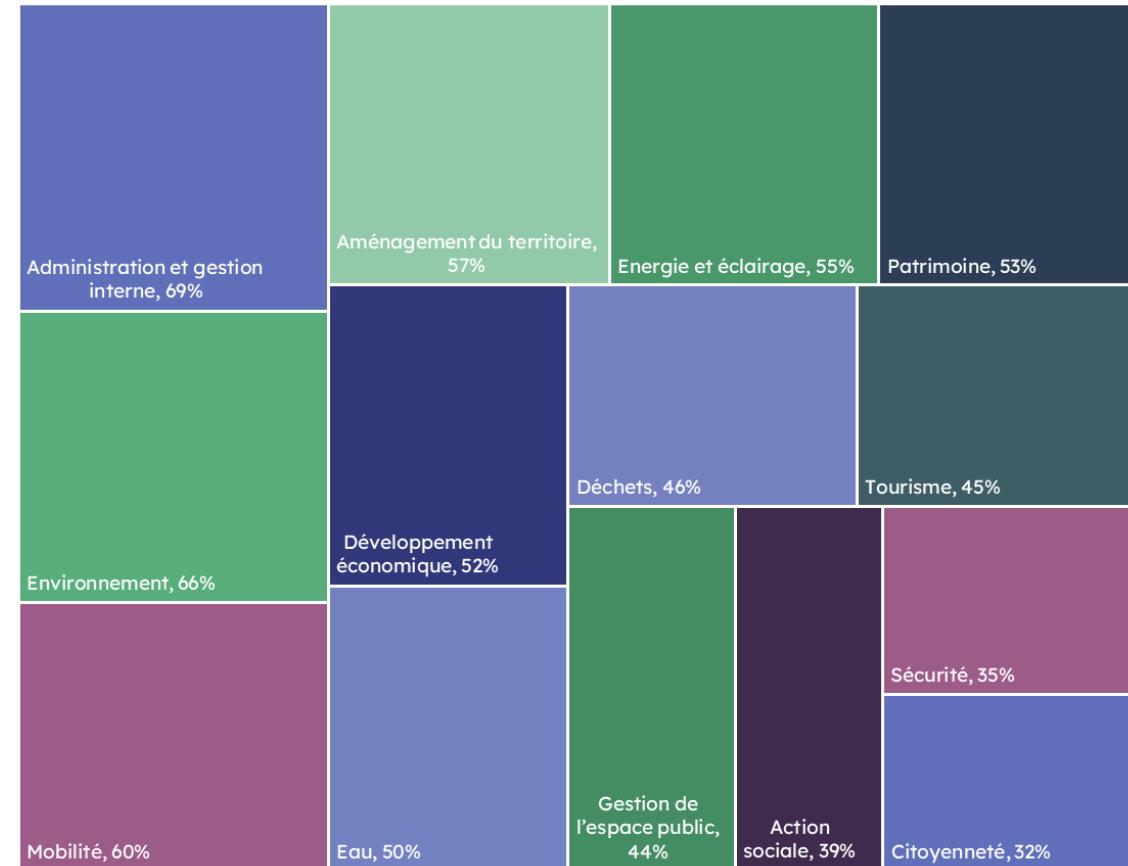


La data au service des politiques publiques

Les usages de la donnée : de plus en plus fréquents et variés

L'enquête annuelle 2025 confirme la tendance observée l'an dernier : les données sont utilisées par les collectivités dans de nombreux domaines de l'action publique. Les usages progressent dans l'ensemble des domaines de l'action publique.

Dans le détail, le trio de tête est inchangé depuis 2023. La data sert d'abord à la gestion interne (**69 %** des collectivités de plus de 3 500 habitants ont déployé un cas d'usage dans ce domaine ou prévoient de le faire), aux politiques environnementales (**66 %**) et à la gestion de la mobilité (**60 %**).

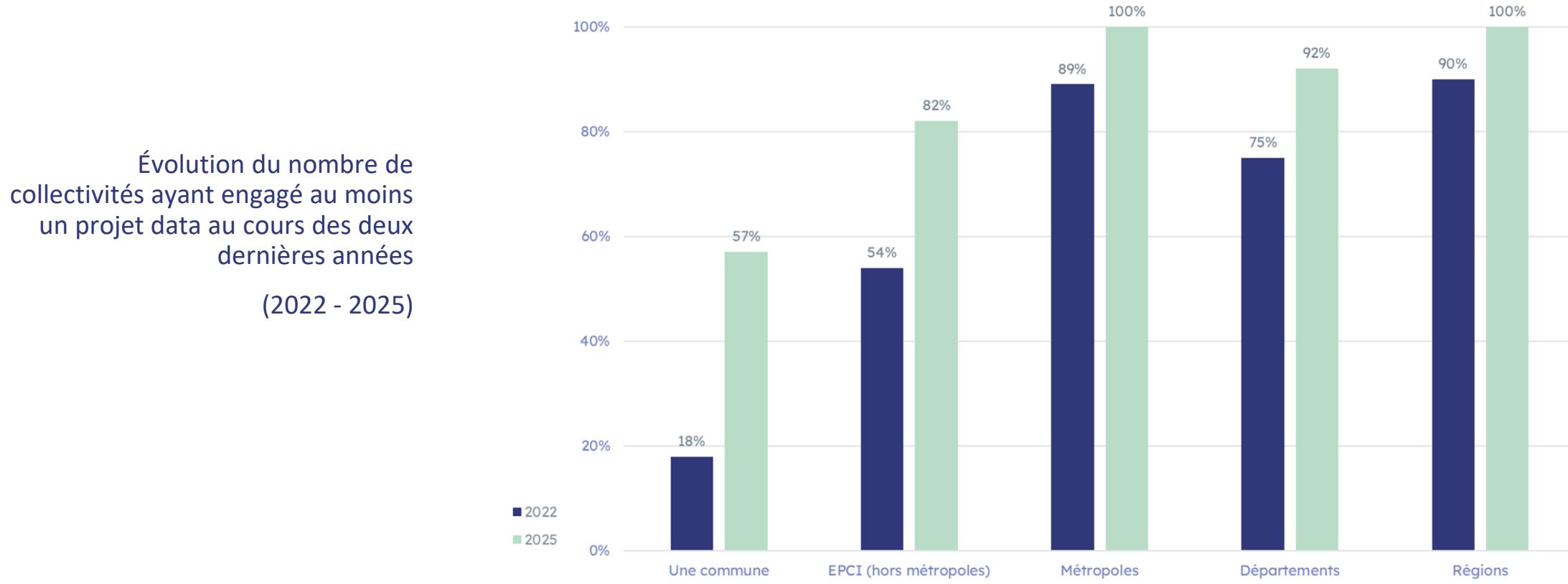


Pourcentage de projets data en cours
(ou prévus dans les 12 prochains mois) par domaine*

*Total hors communes de moins de 3 500 habitants

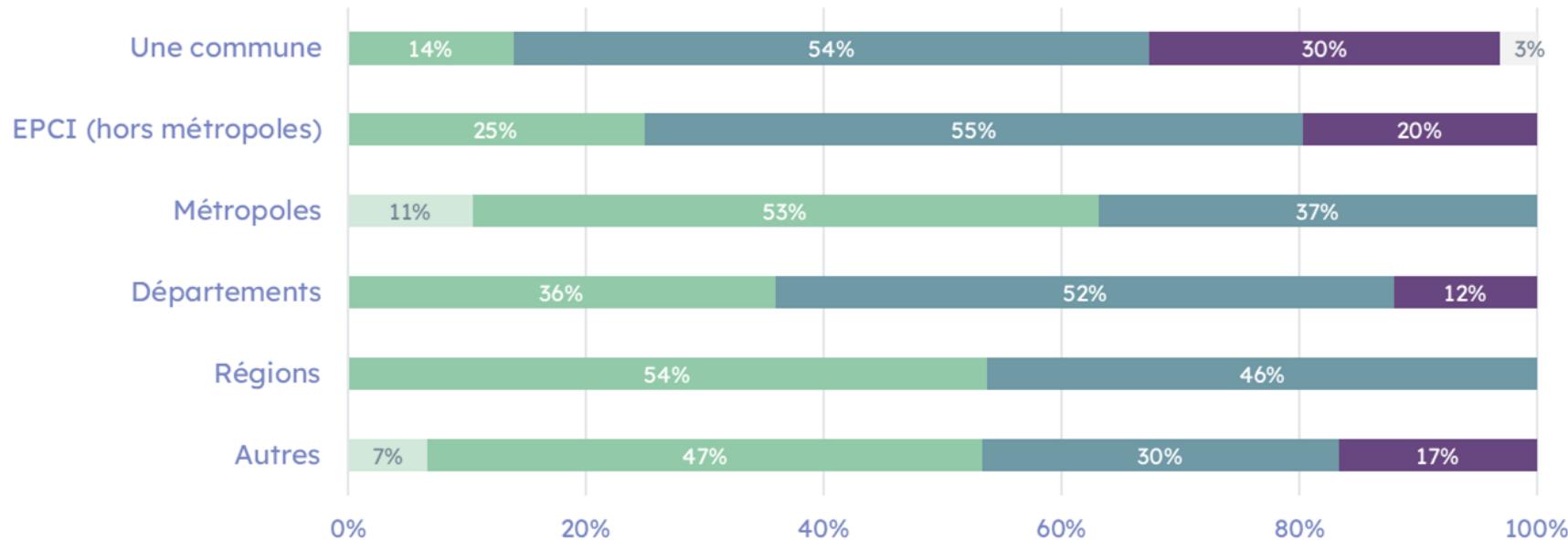
Toutes les collectivités concernées !

Le pourcentage de collectivités ayant engagé **au moins un projet data au cours des deux dernières années** progresse de façon significative depuis la création du baromètre en 2022. **En moyenne, le total passe de 40% en 2022 à 74% en 2025.** 100% des régions et des métropoles, 92% des départements, 82% des EPCI sont concernés. Pour les communes, la moyenne passe de 18% à 57%. Plus spectaculaire encore, concernant les **communes de moins de 3 500 habitants** ayant engagé au moins un projet data passe de 6% à **49%** en 3 ans.



Montée en maturité : des niveaux différents selon le type de collectivités

La maturité déclarée par les collectivités en matière d'utilisation des données



■ Très avancée : les données sont intégrées de manière systématique dans la conception, le suivi ou l'évaluation des politiques publiques

■ Avancée : les données sont mobilisées régulièrement dans plusieurs politiques ou services

■ En développement : quelques usages existent, mais ils restent ponctuels ou expérimentaux

■ Faible : l'usage des données est encore très limité dans les politiques publiques

■ Je ne sais pas

En 2025, les collectivités ont été invitées à auto-évaluer leur niveau de maturité en matière d'utilisation des données.

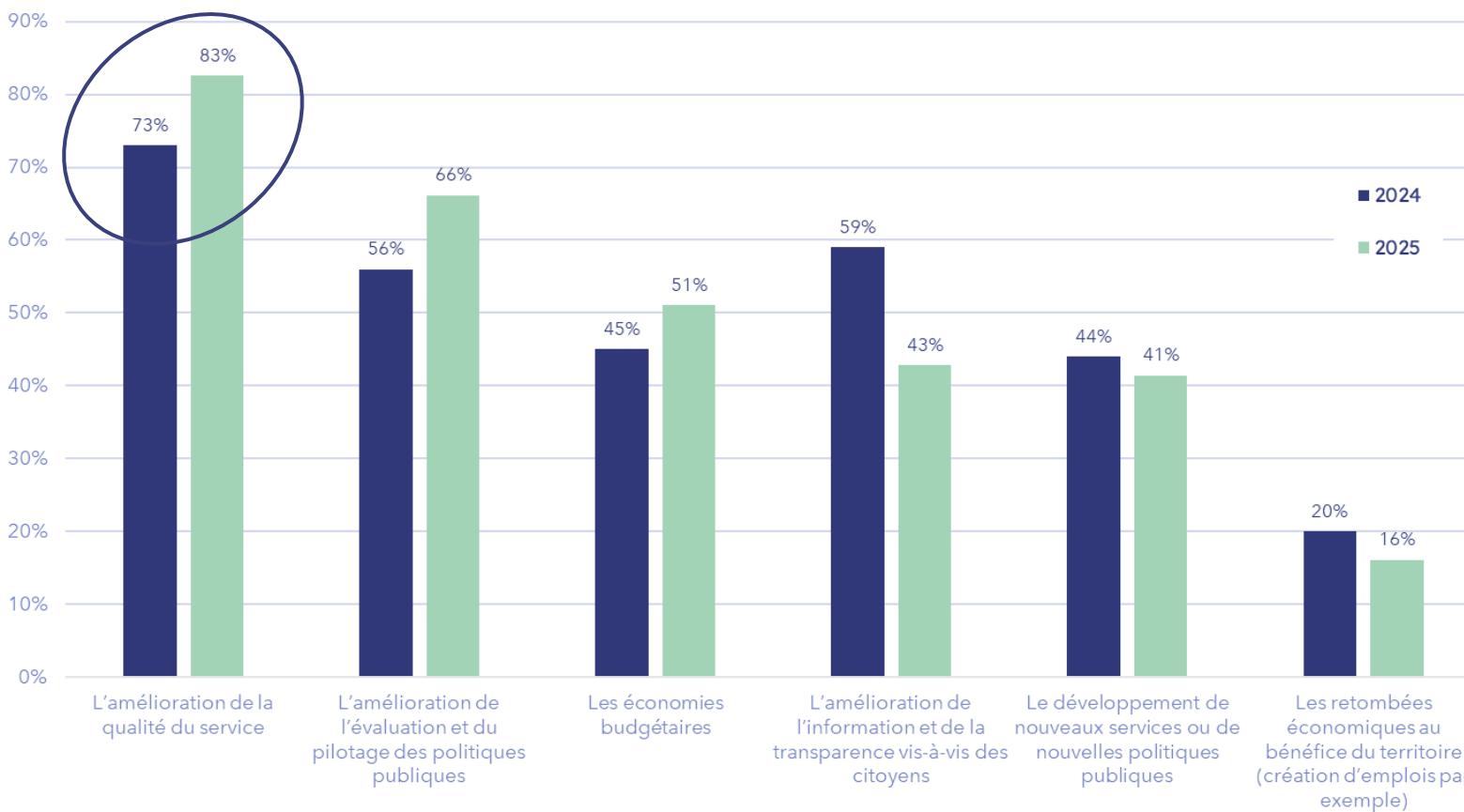
Pour beaucoup (**50 %**) le chemin à parcourir reste long : quelques usages existent mais ils restent encore ponctuels ou expérimentaux. Mais plus d'un quart des collectivités (**26 %**) considèrent que leur collectivité est avancée et que les données sont mobilisées régulièrement dans plusieurs politiques ou services.

Une confirmation : les métropoles et les régions sont à l'avant-garde : plus de la moitié d'entre elles (**60 %**) se déclarent avancées ou très avancées.



Les objectifs : l'amélioration de la qualité du service ou du pilotage en tête

Les priorités des collectivités dans l'utilisation des données
(% de collectivités ayant placé chaque objectif en rang 1, 2 ou 3)



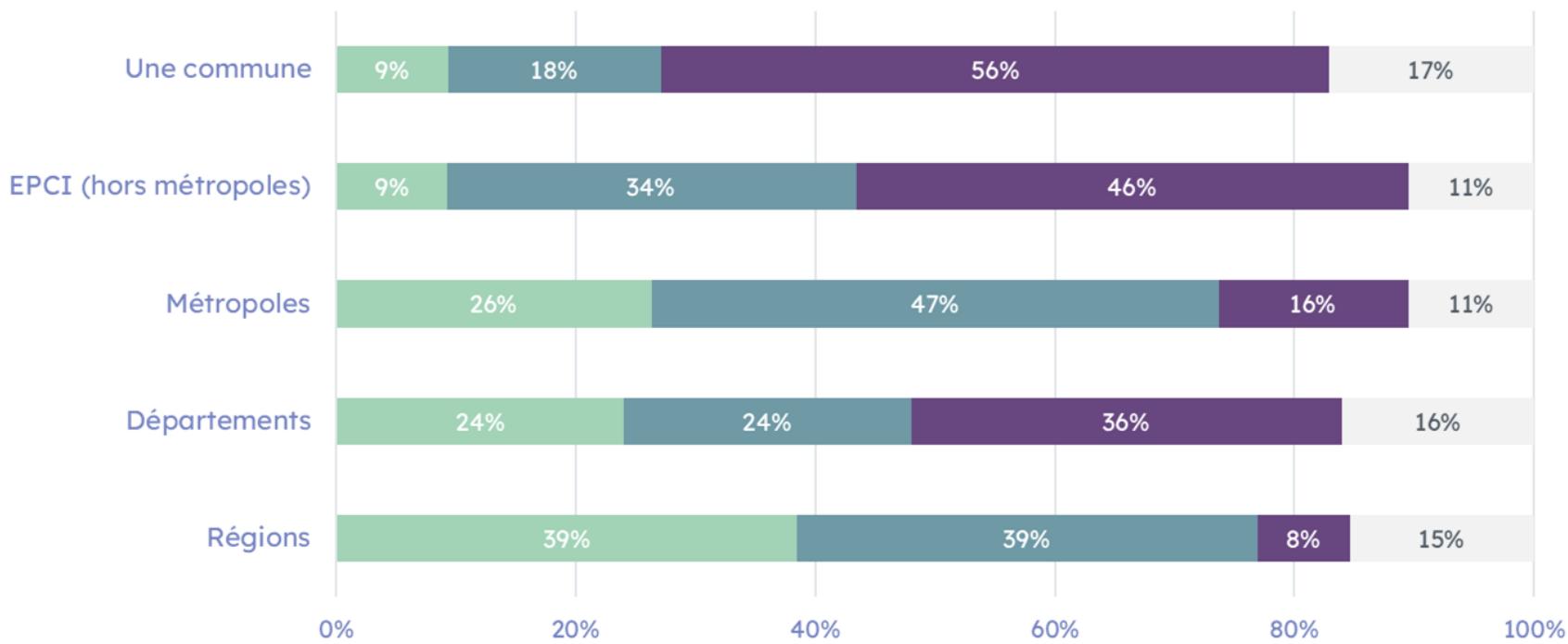
Améliorer la qualité du service public est très clairement la priorité des collectivités lorsqu'elles utilisent des données (pour **83%** des répondants), suivie de l'amélioration de l'évaluation et du pilotage des politiques publiques (**66%**), en hausse.

A noter : dans un contexte budgétaire contraint, l'**objectif d'économies budgétaires** progresse légèrement par rapport à l'année dernière. 16% des collectivités de plus de 3 500 habitants en font leur priorité n°1, contre seulement 8% en 2024.

A l'inverse, l'amélioration de l'information et de la transparence vis-à-vis des citoyens est en recul (de 59% en 2024 à 43% aujourd'hui)

L'adoption d'un cadre stratégique en matière de données

Près de la moitié des collectivités (**50%** des collectivités de plus de 3 500 habitants) ont déjà adopté ou prévoient d'adopter un cadre stratégique fixant des priorités en matière de gestion des données. Ce cadre peut prendre plusieurs formes selon les collectivités : réalisation d'un guide ou schéma de la donnée diffusé en interne, volet Data d'un schéma d'aménagement numérique ou, plus rarement, stratégie adoptée par les instances de la collectivité et rendue publique. Là encore, les régions et les métropoles sont les fers de lance – trois quarts d'entre elles ont déjà adopté ou prévoient d'adopter un tel cadre. La proportion tombe à **48%** pour les départements et **27%** pour les communes, toutes tailles confondues.



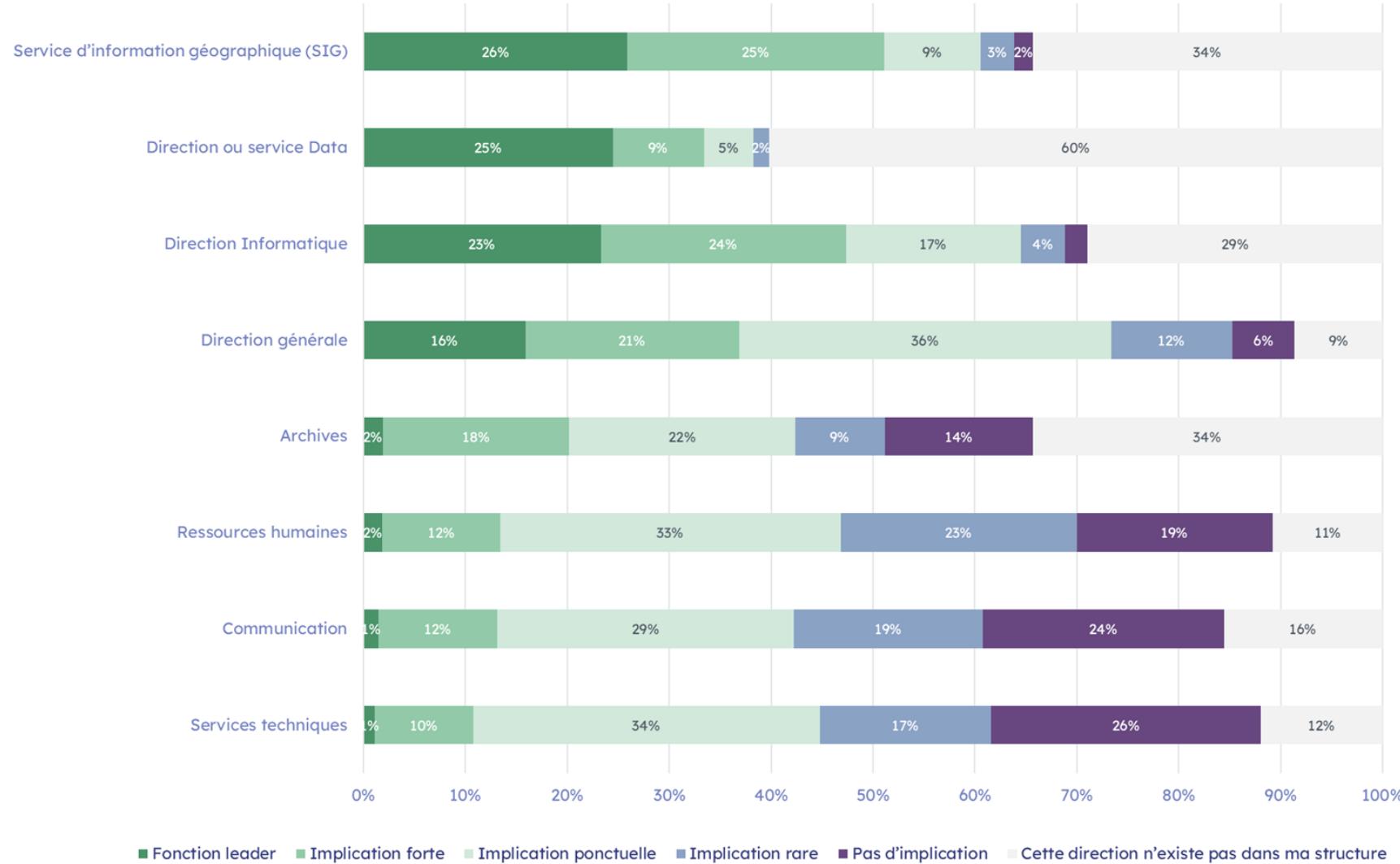
Pourcentage de collectivités ayant adopté un cadre stratégique fixant des priorités en matière de gestion des données

- Oui, un cadre stratégique a été élaboré et adopté
- Non, mais c'est prévu dans les 12 prochains mois
- Non, et ce n'est pas prévu dans les 12 prochains mois
- Je ne sais pas

L'implication dans la gestion des données : mobilisation (interne) générale !

L'implication de différentes directions et services en matière de gestion des données

* suppression des réponses "Je ne sais pas"

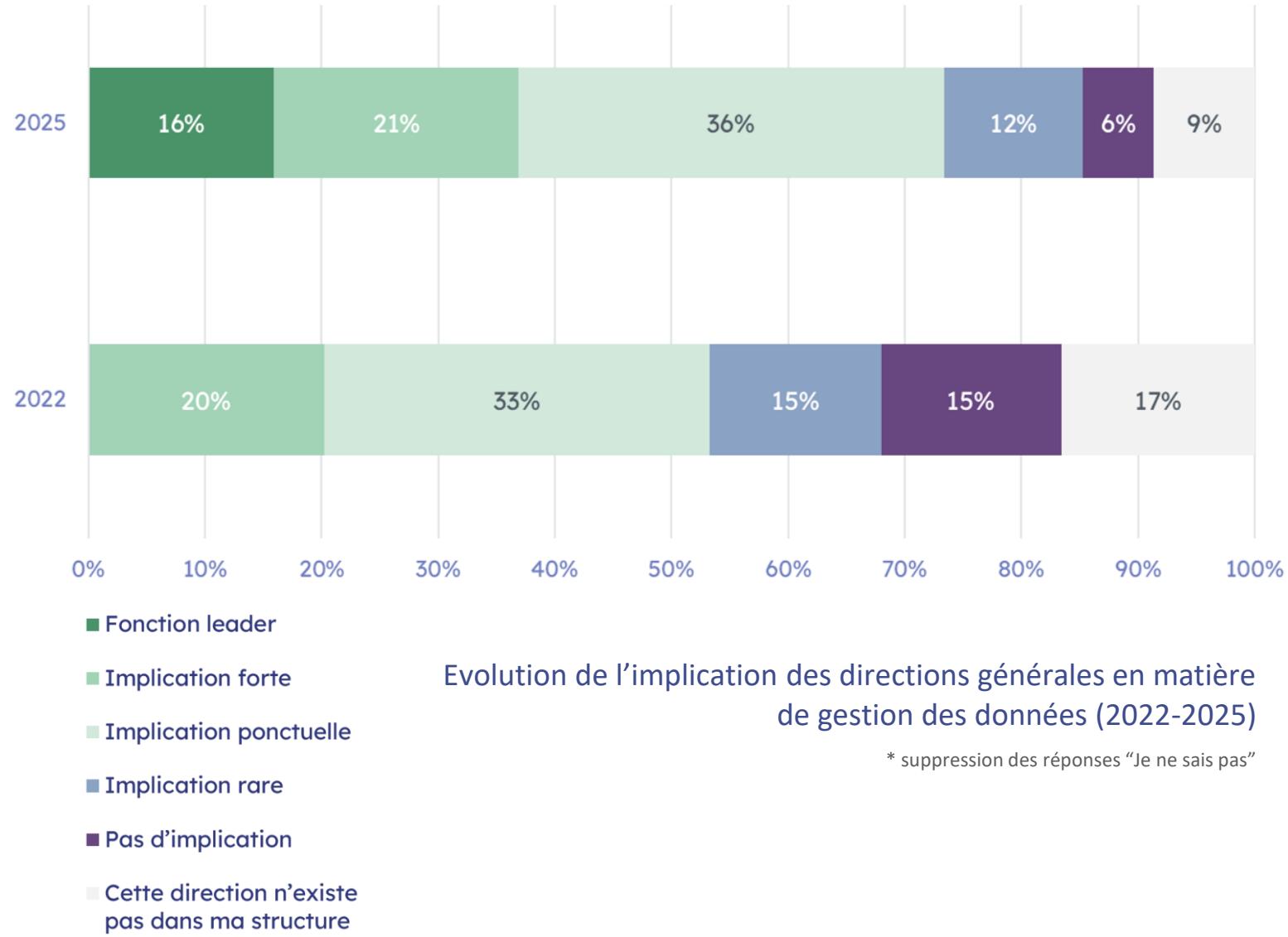


Le sujet Data se structure et se professionnalise au sein des collectivités françaises.

Il est porté par un trio de tête : les directions et services en charge de l'information géographique (**SIG**), les directions **Data** quand elles existent - ce qui est le cas chez 40% des répondants – et les directions informatiques et numériques (**DSI/DSIN**).



Focus : l'implication des directions générales



La Data est un sujet traité au plus haut niveau dans les collectivités ! En 2025, près de **73% des directions générales** sont ainsi impliquées à des degrés divers dans la gestion des données (en tant que leader, de manière forte ou plus ponctuellement), contre seulement **53% en 2022**.

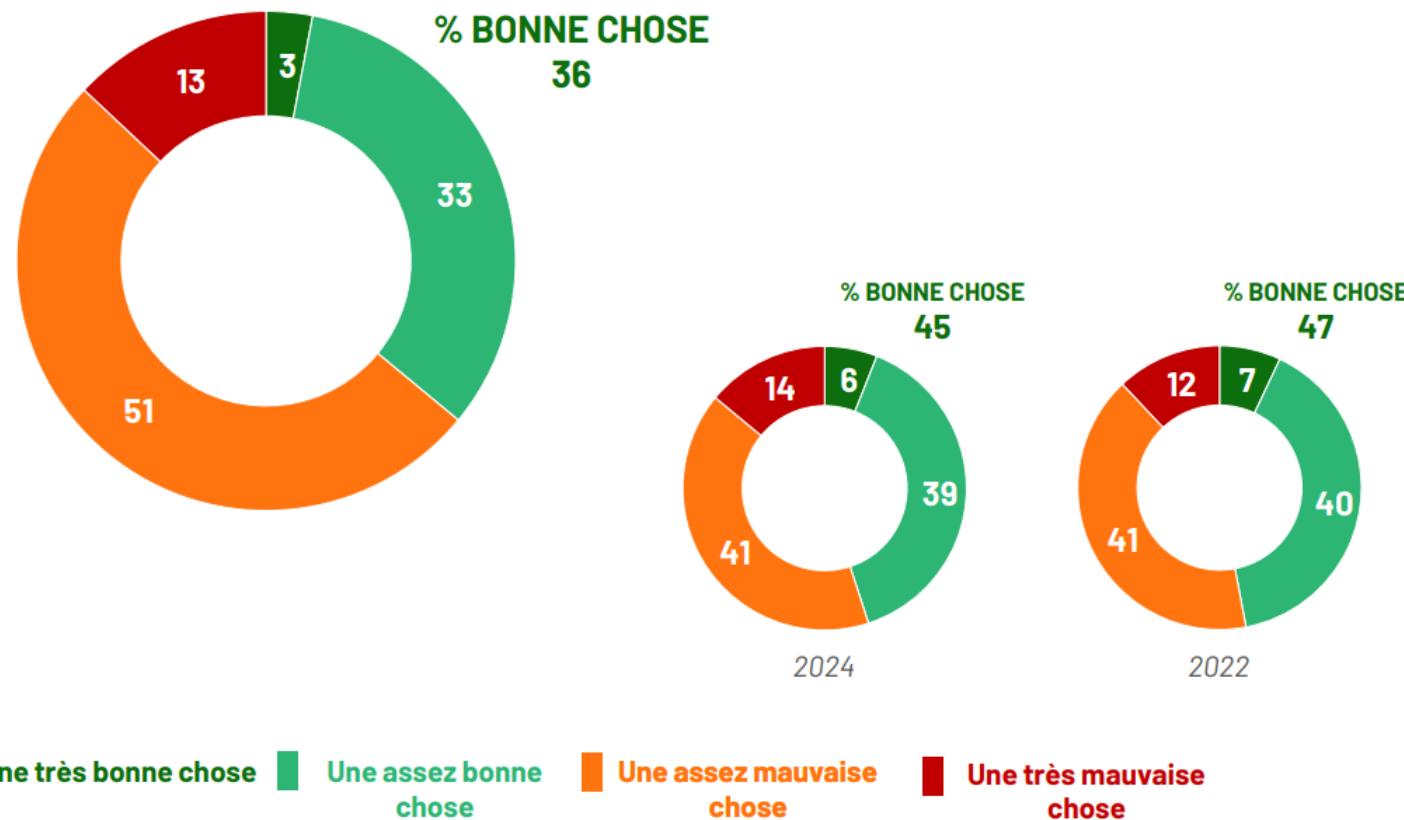
Mieux, la part des directions générales qui ne sont pas du tout impliquées sur le sujet data recule de 15% à 6% sur la même période.

A l'image de leur sentiment d'information, les Français se montrent plus négatifs cette année sur leur perception de l'usage croissant des données

Question : Au total, pensez-vous que l'usage croissant des données constitue une très bonne chose, une assez bonne chose, une assez mauvaise chose ou une très mauvaise chose pour l'évolution de la société ?

Base : A tous

Confiance et usages des données : qu'en pensent les Français ?



Commentaire de l'Observatoire

La perception des Français sur l'usage croissant des données continue de se dégrader.

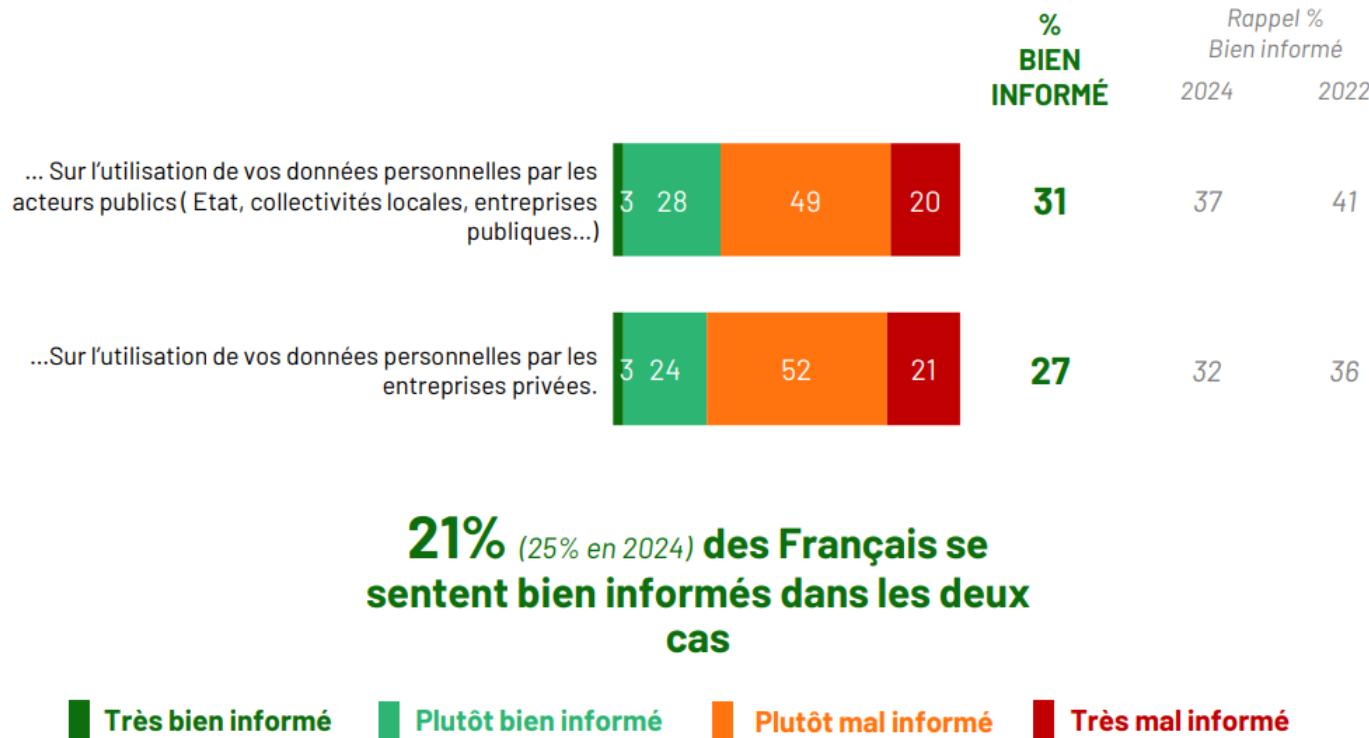
La part des Français qui juge que cet usage croissant est une bonne chose est passée de 47% en 2022 à 36% en 2025, soit 11 points de moins depuis la première édition de ce baromètre.

Le sentiment d'information des Français sur l'utilisation de leurs données recule de nouveau cette année

Question : D'une manière générale, diriez-vous que vous vous sentez bien informé ou mal informé...

Base : A tous

Confiance et usages des données : qu'en pensent les Français ?



Commentaire de l'Observatoire

Mal informés sur l'usage de leurs données, les Français ? C'est ce qui ressort du sondage. On notera, non sans inquiétude, que moins d'une tiers d'entre eux (31%) se déclarent bien informés, en baisse de 10 points en 3 ans.

Faut-il y voir l'effet aussi d'une moindre attention accordée par les collectivités sur ce sujet ? En effet, on constate que l'amélioration de l'information et la transparence recule parmi les priorités exprimées par les collectivités.



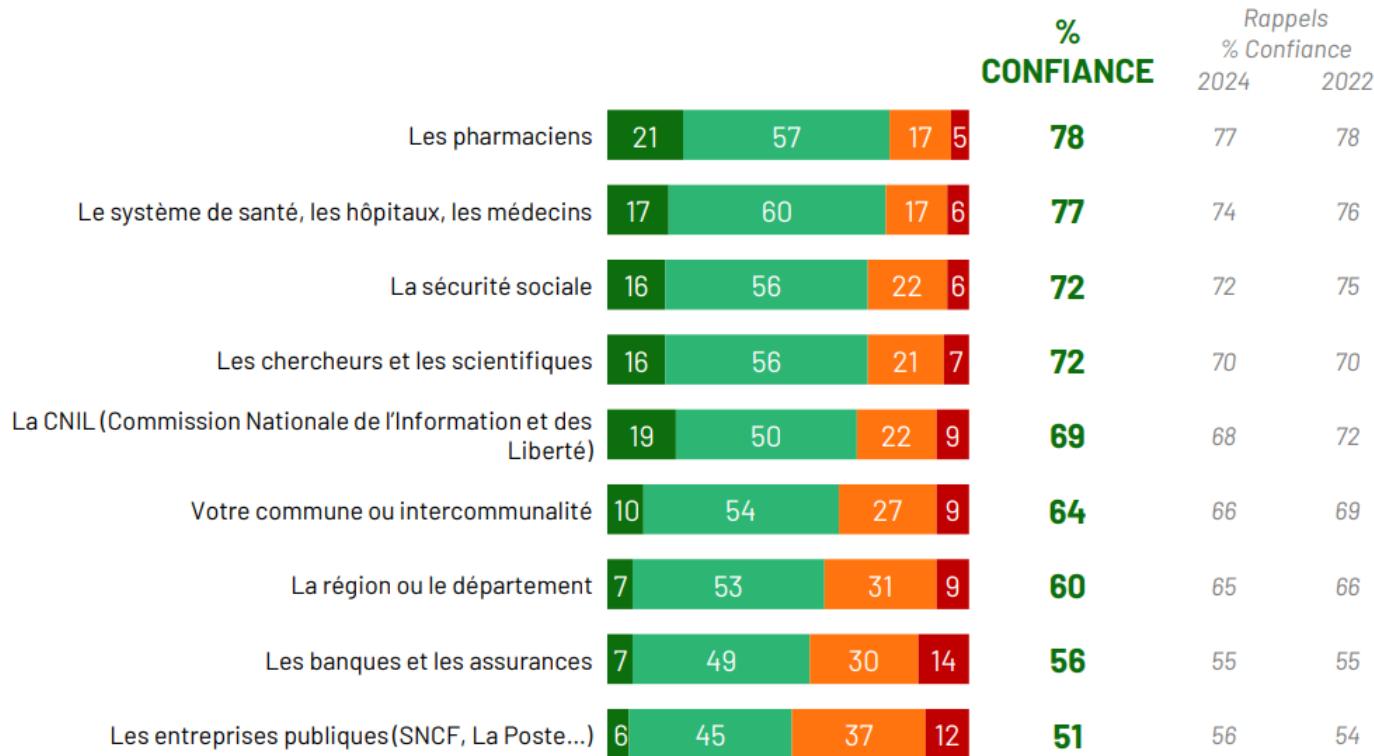
Cette année, ce sont encore les acteurs de la santé qui suscitent la confiance la plus importante

Question : Pour chacun des acteurs suivants, pouvez-vous me dire si concernant la gestion et l'utilisation des données en France vous lui faites tout à fait confiance, assez confiance, assez peu confiance ou pas confiance du tout ?

1/2

Base : A tous

Confiance et usages des données : qu'en pensent les Français ?



█ Tout à fait confiance
 █ Assez confiance
 █ Assez peu confiance
 █ Pas confiance du tout

Commentaire de l'Observatoire

Le sondage 2025 confirme que les acteurs de la santé bénéficient d'un fort crédit de confiance auprès des Français.

Concernant le secteur public, il y a un effet proximité : les acteurs locaux (commune, intercommunalité, ...) bénéficient d'une cote de confiance beaucoup plus élevée (64%) que celle accordée à l'Etat (45%).

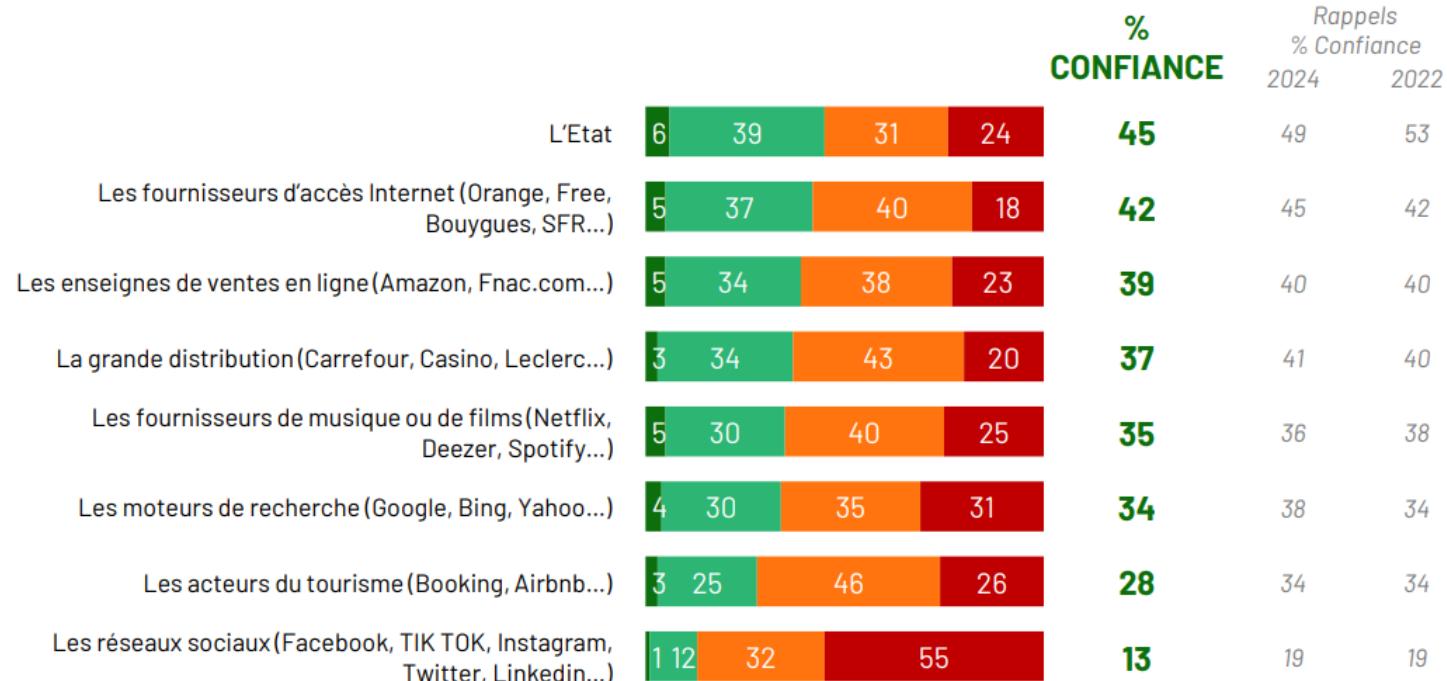
La méfiance envers les acteurs privés demeure majoritaire et progresse cette année

Question : Pour chacun des acteurs suivants, pouvez-vous me dire si concernant la gestion et l'utilisation des données en France vous lui faites tout à fait confiance, assez confiance, assez peu confiance ou pas confiance du tout ?

2/2

Base : A tous

Confiance et usages des données : qu'en pensent les Français ?



Tout à fait confiance Assez confiance Assez peu confiance Pas confiance du tout

Commentaire de l'Observatoire

La confiance accordée au secteur privé est plus faible que celle accordée au secteur public.

Si plus de 40% des Français font confiance aux entreprises de la banque, des assurances ou des télécommunications pour la gestion et l'utilisation des données, ce taux est plus faible encore pour les plateformes de l'Internet, qu'il s'agisse de moteurs de recherche ou à fortiori de réseaux sociaux.

DEUXIÈME PARTIE

L'IA territoriale en 2025



IA territoriale : le grand boum se poursuit

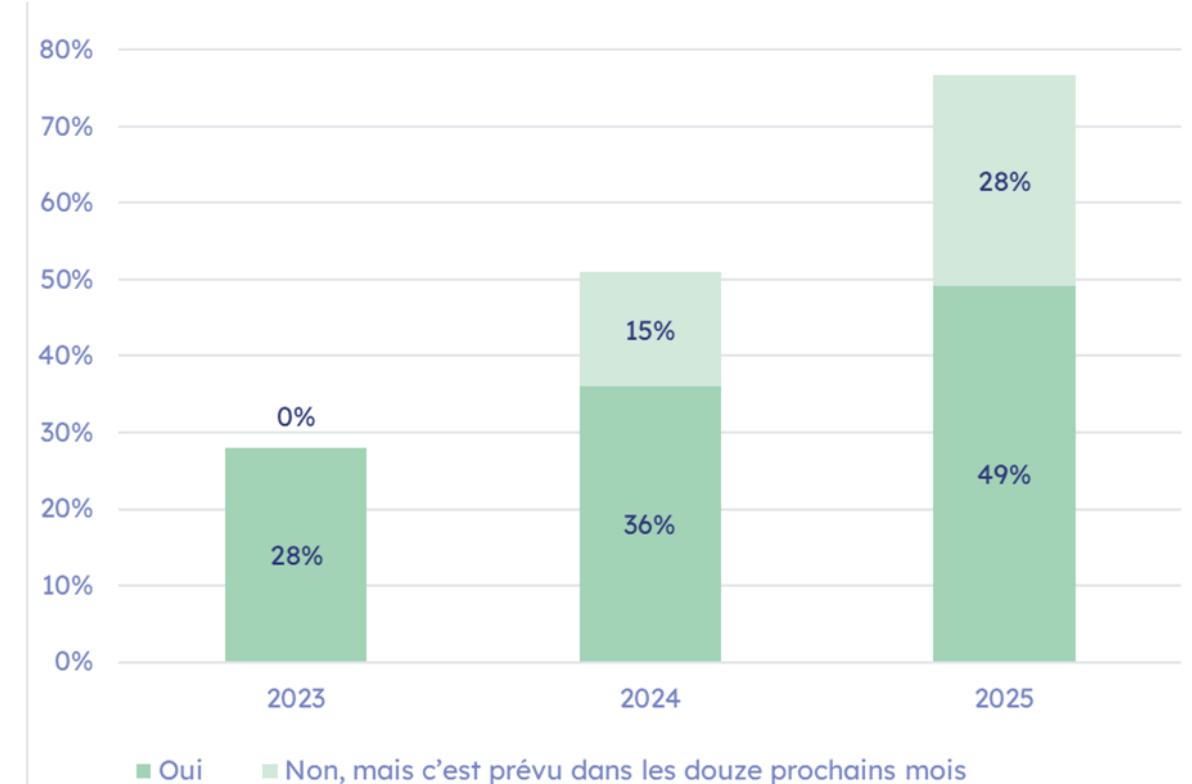
Trois collectivités sur quatre ont déjà engagé un projet IA ou s'apprêtent à le faire

L'engouement pour l'IA territoriale, déjà engagé en 2024, ne faiblit pas. Les intentions annoncés l'an dernier se sont bien réalisées : en 2025, **près d'une collectivité de plus de 3 500 habitants sur deux (49%)** déclare avoir déjà engagé un projet d'IA sur leur territoire.

En y ajoutant les projets des 12 prochains mois, **77% des collectivités** (hors communes de moins de 3 500 habitants) auront expérimenté l'IA d'ici un an.

Pourcentage de collectivités ayant engagé ou prévoyant d'engager un projet IA dans les 12 mois*

*Total hors communes de moins de 3 500 habitants



Les projets IA : priorité aux usages internes et à la relation aux usagers ?

Si l'on regarde de plus près les domaines dans lesquels l'IA est déployée, il y a quelques changements importants depuis l'an dernier.

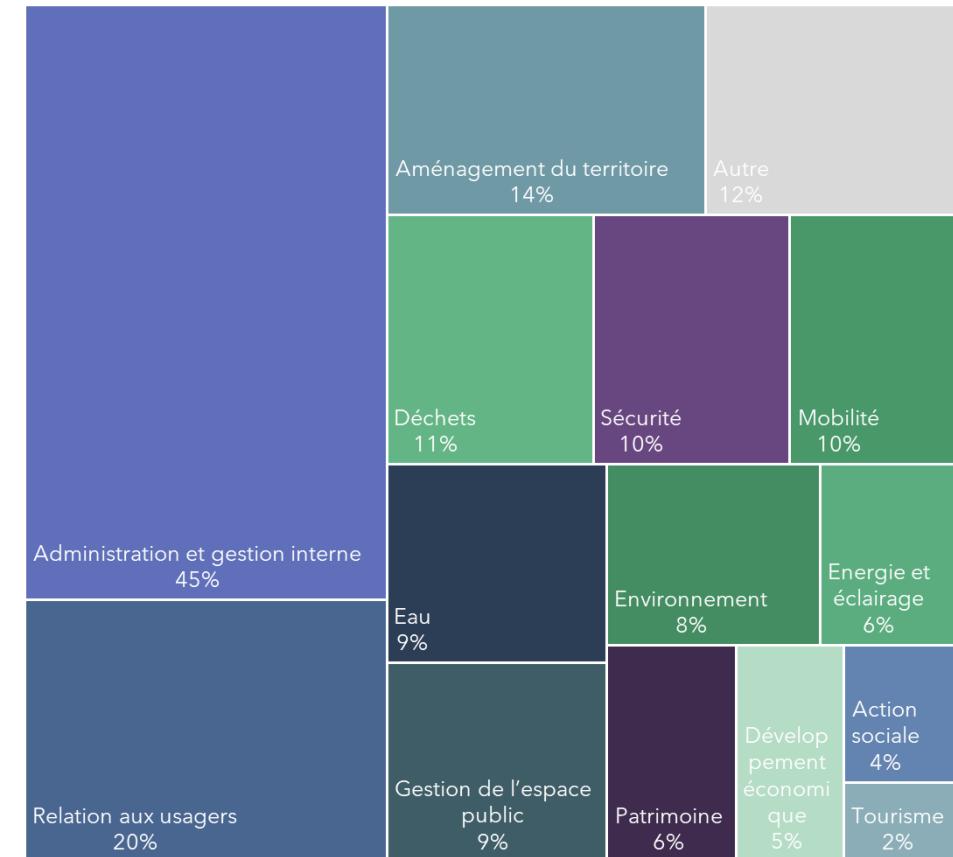
L'administration et la gestion interne connaît une forte progression :

45% des collectivités ayant engagé ou prévoyant d'engager un projet IA déclarent des usages en lien avec cette thématique, contre seulement 29% en 2024 (et 37% supplémentaires souhaitent expérimenter l'IA dans ce domaine au cours des 12 prochains mois). Il faut sans aucun doute y voir l'usage de l'IA générative pour assister les agents dans les tâches administratives.

Deuxième domaine qui progresse aussi fortement : **la relation aux usagers** (20% des collectivités ayant engagé ou prévoyant d'engager un projet IA). L'IA est alors utilisée pour traiter les demandes des administrés, fournir des réponses personnalisées ou encore développer l'accueil pour l'accueil de tous les publics (inclusion, gestion des langues).

D'autres domaines restent stables par rapport à l'an dernier : la gestion de l'énergie, des déchets ou encore de l'eau (aux alentours de 10%).

Domaines dans lesquels des projets ayant recours à de l'IA sont en cours en 2025



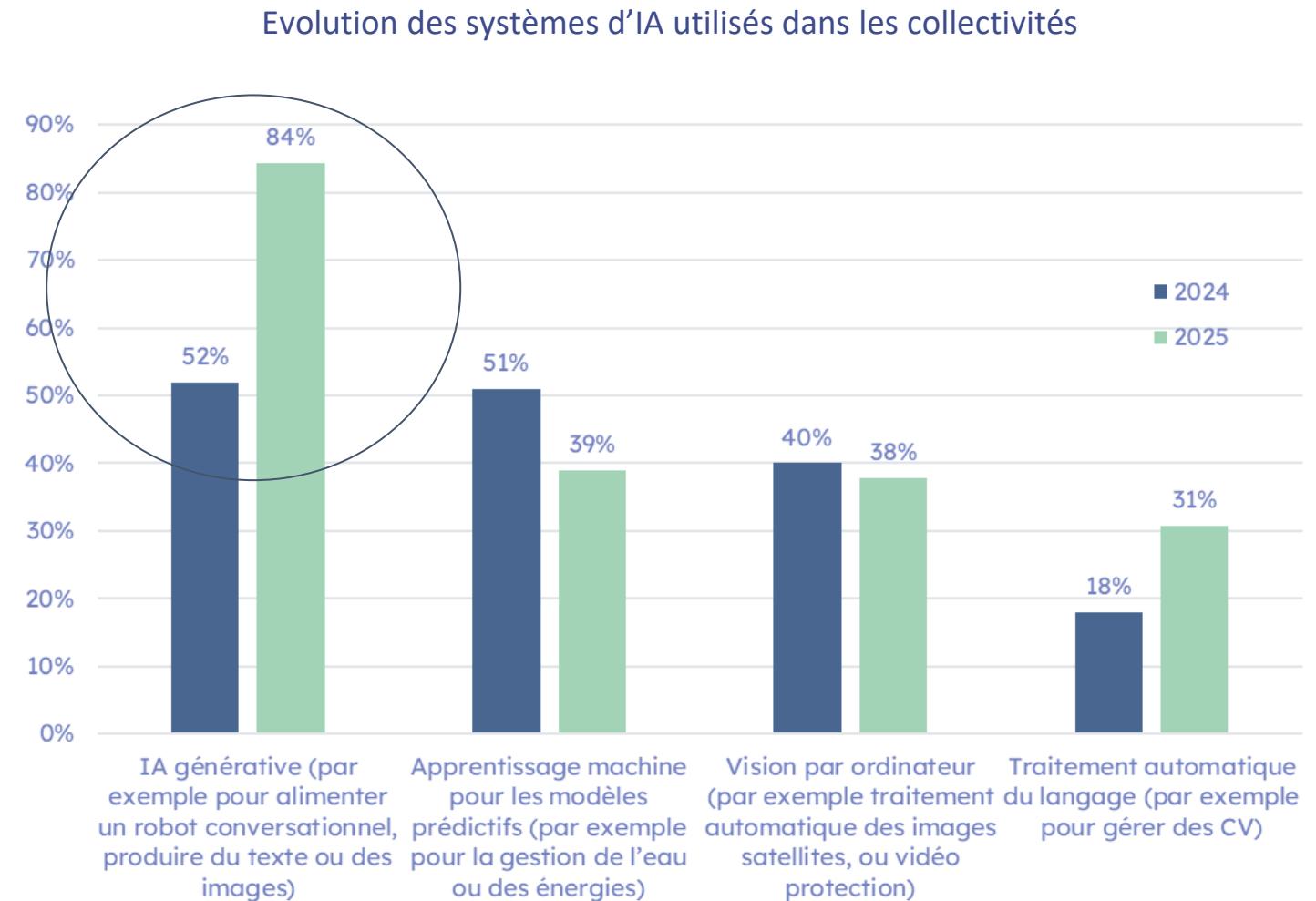
Les systèmes d'IA utilisés par les collectivités : l'IA générative éclipse le reste

IA générative pour tous, IA prédictive pour certains ?

L'IA générative est en forte croissance en 2025, passant de 52% à **84%** des collectivités qui expérimentent l'IA (une progression inédite depuis le lancement du baromètre de l'Observatoire Data Publica). Elle est utilisée par toutes les tailles de collectivités, même les plus petites (**89% des communes**).

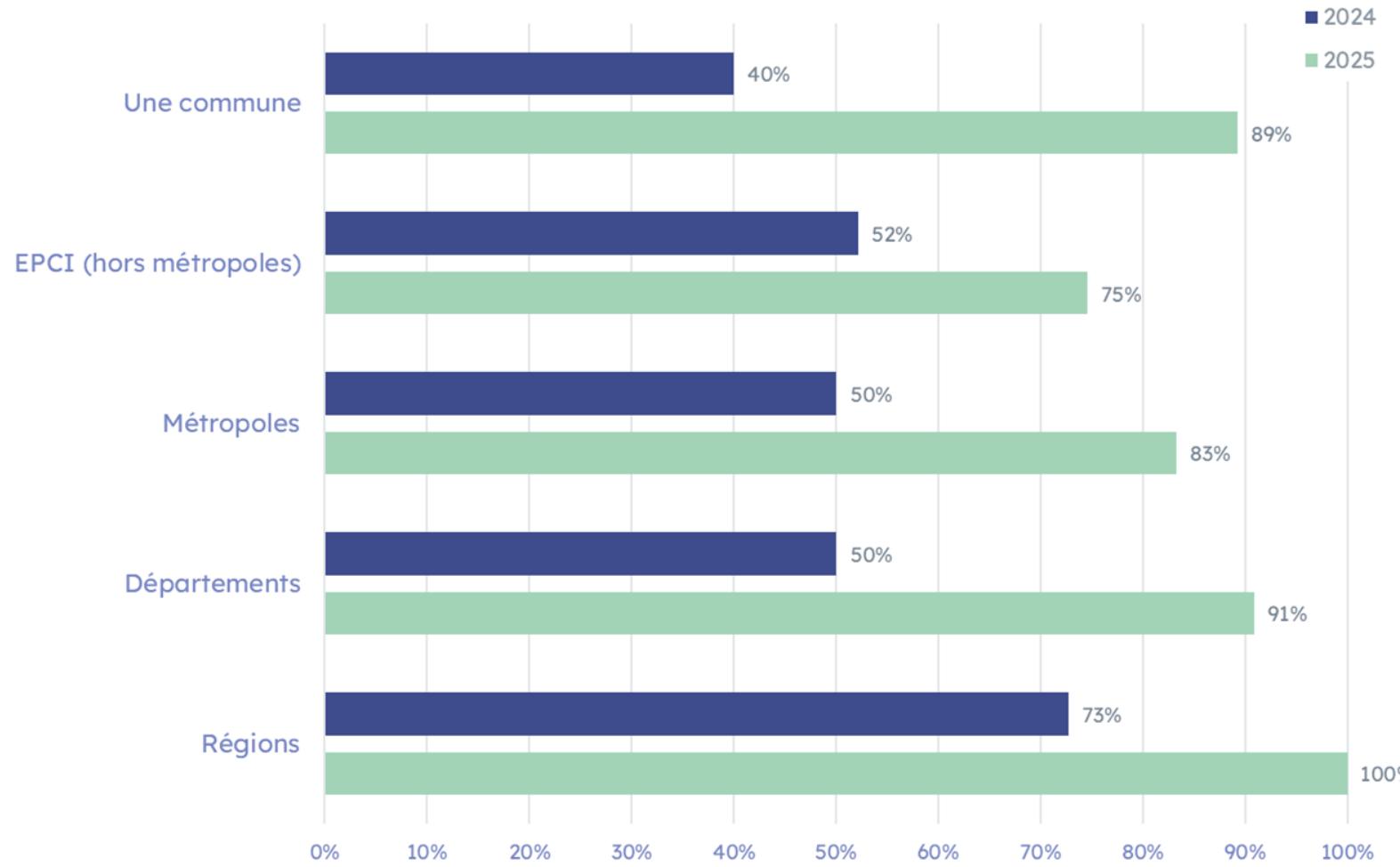
La place dominante de l'IA générative se traduit aussi dans la progression des usages liés à l'administration et la gestion interne.

A l'inverse, la part des IA prédictives régresse par rapport à 2025, passant de 51% à 39%. Elles semblent plutôt réservées aux métropoles et aux régions.



Focus : l'IA générative progresse chez tous, et encore plus fortement dans les plus petites collectivités

Evolution des usages de l'IA générative pour les projets et expérimentations d'IA



L'IA générative progresse dans l'ensemble des collectivités et en particulier dans les communes (passant de **40%** parmi les communes qui expérimentent l'IA en 2024 à **89%** cette année) et les départements (de 50% en 2024 à **91%** en 2025).

Fait remarquable : aucun type de collectivités n'est en dessous de la barre des 75% en 2025 !

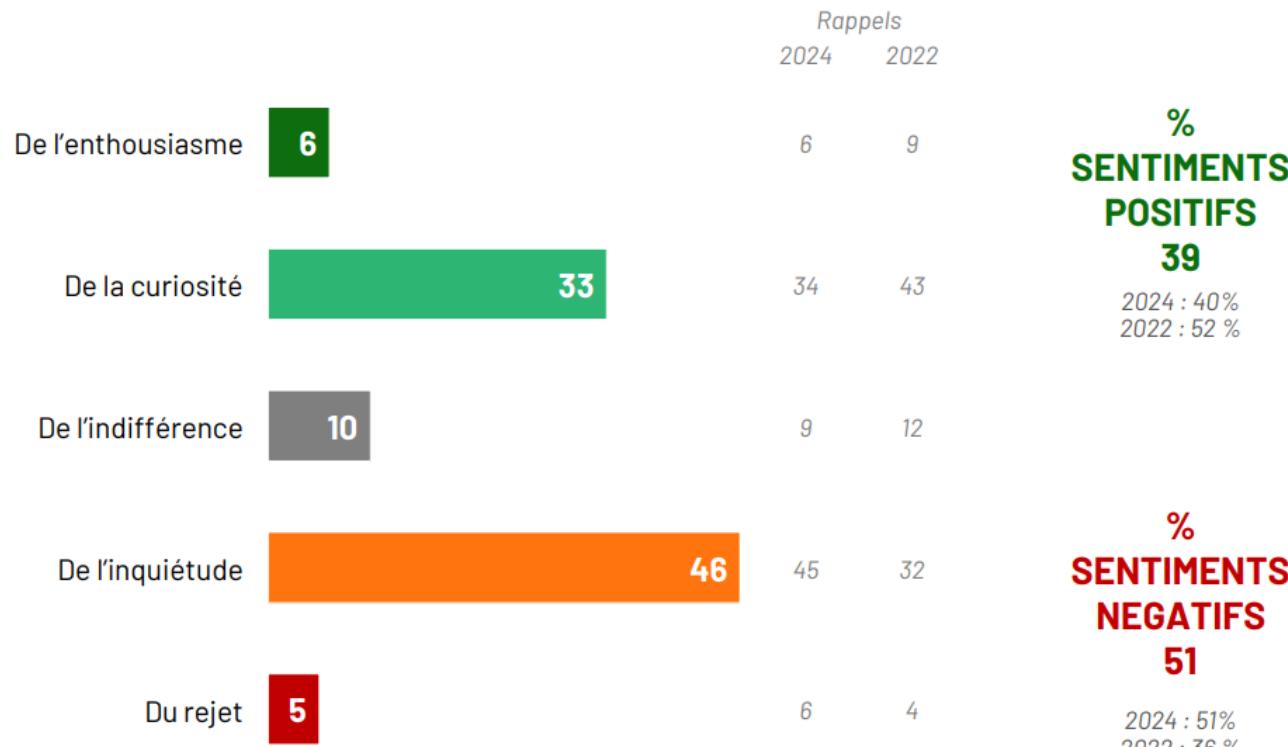


**Après une forte hausse en 2024,
l'inquiétude par rapport à l'IA
demeure stable, à un niveau élevé**

Question : Lorsque vous entendez parler du sujet de l'intelligence artificielle, que ressentez-vous principalement ?

Base : A tous

L'intelligence artificielle, un sujet qui inquiète...



Commentaire de l'Observatoire

La place de l'IA dans notre société est un sujet qui inquiète. 51% des Français déclarent ressentir des sentiments négatifs (de l'inquiétude, voire du rejet) contre 39% des sentiments positifs (principalement de la curiosité et parfois de l'enthousiasme).

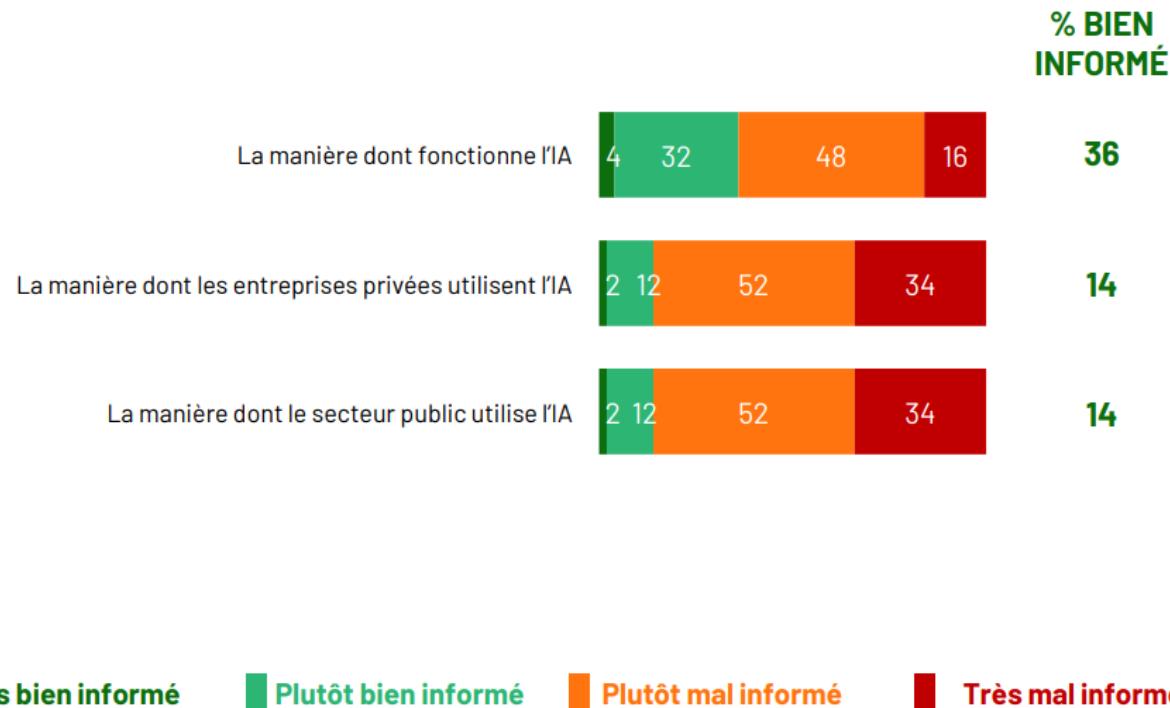
Les Français se considèrent mal informés sur l'IA, en particulier sur la manière dont elle est utilisée par les secteurs privés et publics

Question : Et toujours concernant l'intelligence artificielle, avez-vous le sentiment d'être bien informé ou non sur... ?

Base : A tous

Nouvelle question

L'IA, un sujet sur lequel les Français se disent mal informés ...



Commentaire de l'Observatoire

Un point d'alerte pour les acteurs publics : les Français se disent mal informés de la manière dont le secteur public utilise l'IA. A noter que, contrairement au sujet Data, le jugement concernant le manque d'information sur l'IA est tout aussi sévère pour le secteur public que pour le secteur privé.

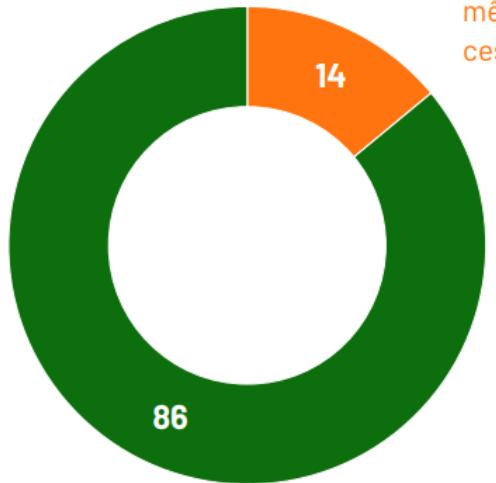
Les Français affichent de nouveau une préférence claire pour le contrôle des outils d'IA

Question : Parmi les deux phrases suivantes, laquelle correspond le plus à ce que vous pensez ?

Base : A tous

...mais doit faire en sorte de garder le contrôle le plus strict possible sur ces outils, afin de s'assurer qu'ils fonctionnent conformément aux objectifs du service public et ce même s'ils perdent en efficacité

2024 : 84%



...les plus performants, car le plus important est de gagner en efficacité, même s'il n'a pas le contrôle complet sur ces outils

2024 : 16%

Commentaire de l'Observatoire

L'IA au guichet ? Comme l'an dernier, les Français se montrent très réservés.

86% d'entre eux estiment que le service doit garder le contrôle sur l'IA, quitte à en réduire la performance !

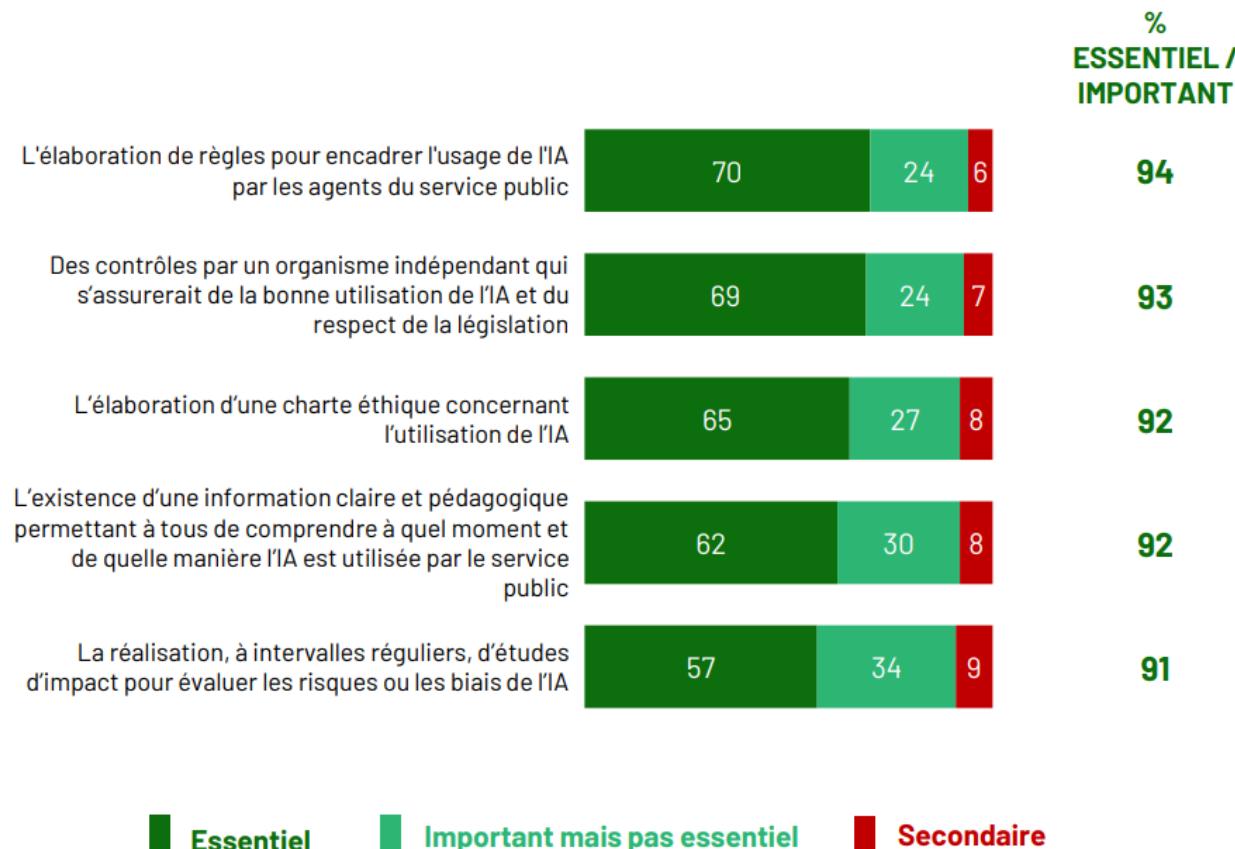
Les différents éléments testés sont perçus comme essentiels par les Français pour leur donner confiance dans l'usage de l'IA par le service public

Question : Afin de vous donner davantage confiance dans cette démarche d'utilisation de l'intelligence artificielle par le service public, la mise en place de chacun des éléments suivants vous paraît prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?

Base : A tous

Nouvelle question

Des outils pour donner confiance dans l'usage de l'IA



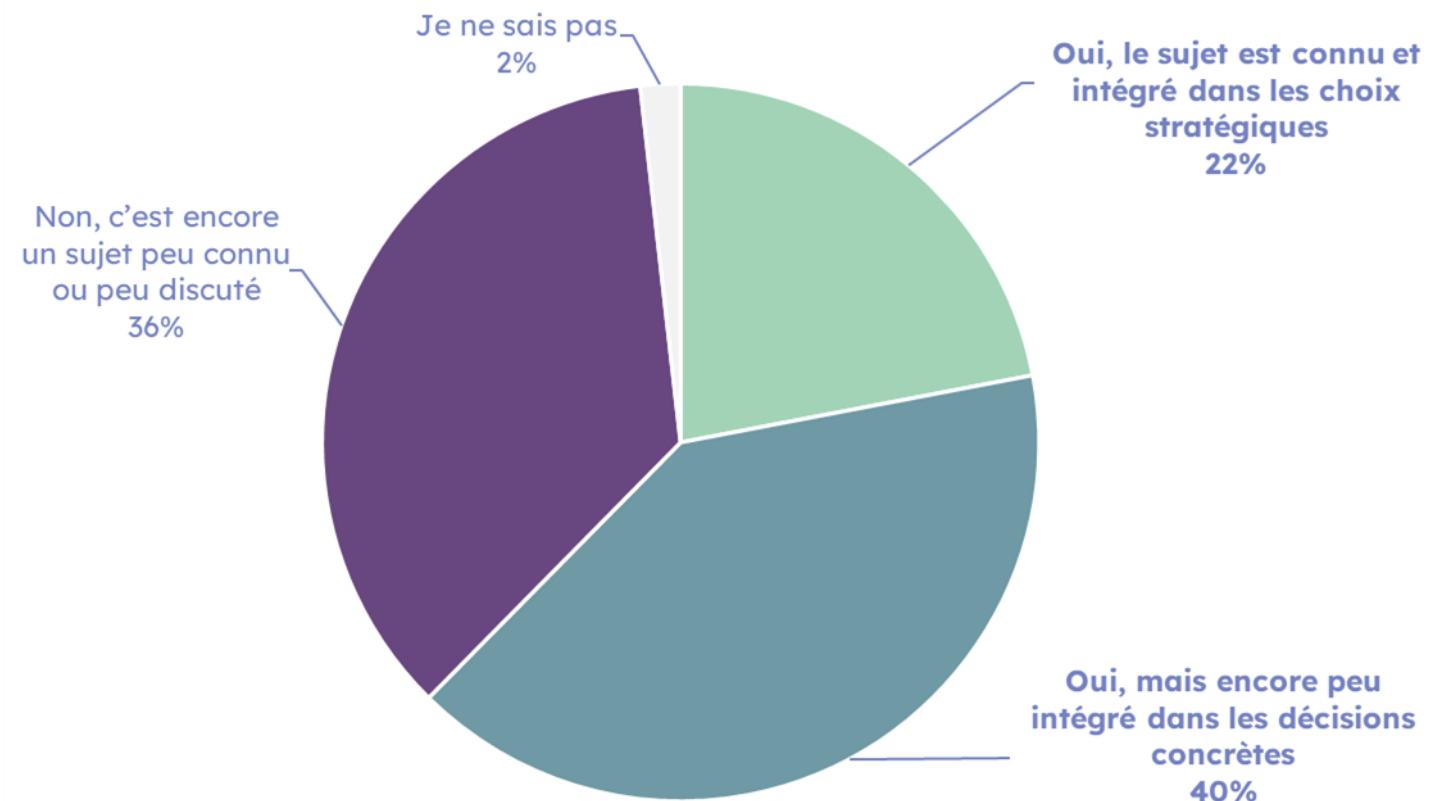
Commentaire de l'Observatoire

Tout est bon, aux yeux des Français, pour donner confiance dans l'usage de l'IA par le service public. Des résultats à mettre en regard avec les pratiques des collectivités.

Focus : la souveraineté numérique en 2025

Pourcentage de collectivités intégrant le sujet de souveraineté numérique dans leurs décisions

*Total hors communes de moins de 3 500 habitants



La souveraineté numérique est l'un des sujets qui a fait l'actualité cette année, notamment dans un contexte géopolitique en tension et une dépendance forte à des solutions technologiques fournies par des acteurs extra-européens. Mais comment cet enjeu est-il appréhendé par les collectivités ?

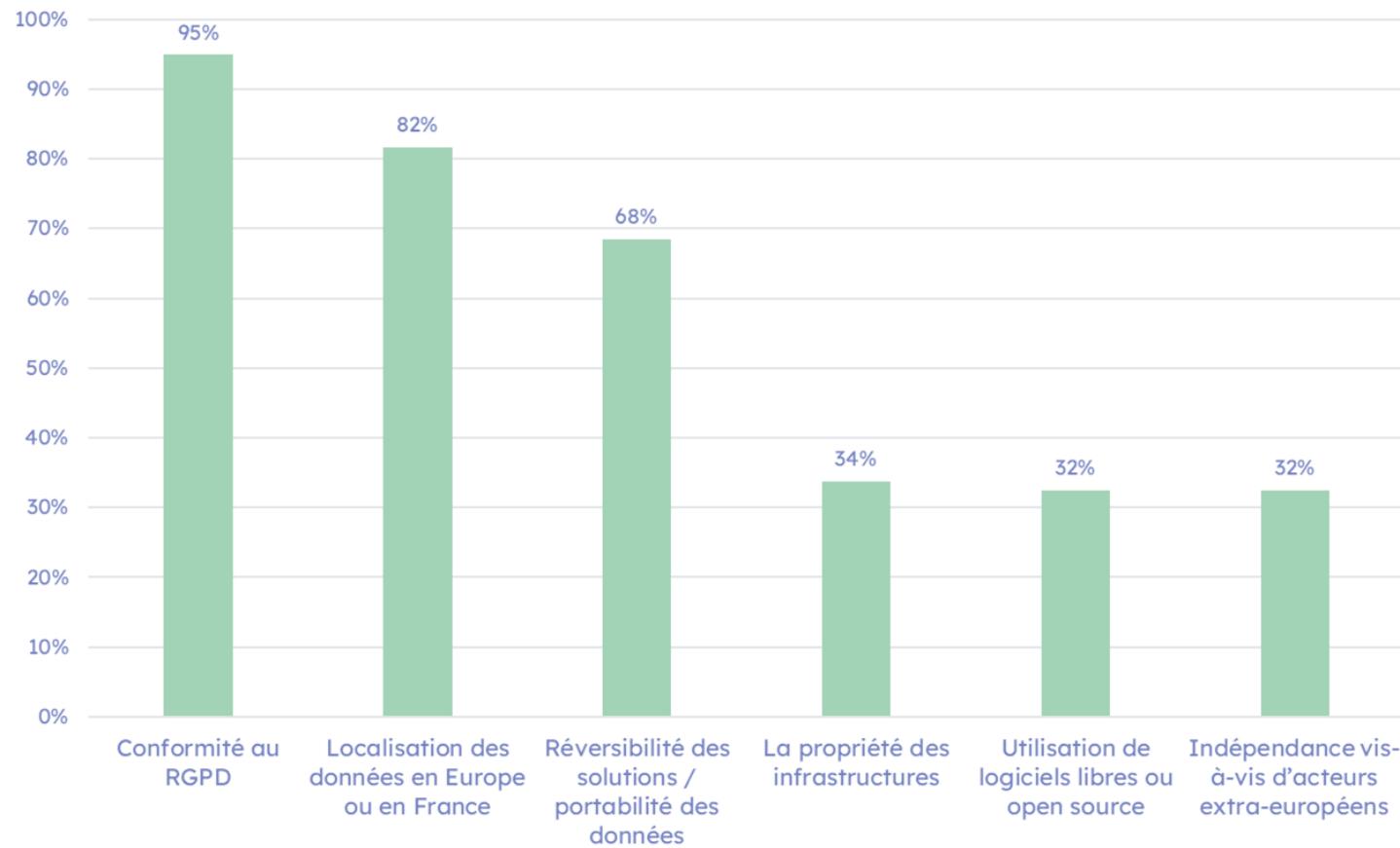
Premier enseignement majeur : **62% des collectivités de plus de 3 500 habitants se préoccupent de souveraineté numérique** (22% déclarent que le sujet est connu et intégré dans les choix stratégiques et 40% que le sujet est connu même si encore peu intégré dans les décisions concrètes).

On note toutefois des disparités importantes : si **58% des métropoles** ont intégré la souveraineté dans leur stratégie, cela ne concerne que **39% des régions**. Pour les plus petites collectivités (moins de 3 500 habitants), c'est la situation inverse qui prévaut : 76% d'entre elles déclarent que la souveraineté est un sujet peu connu et peu discuté en interne.

Focus : la souveraineté numérique en 2025

Critères systématiquement pris en compte dans un choix de solution numérique pour les collectivités qui intègrent les enjeux de souveraineté numérique

*Total hors communes de moins de 3 500 habitants



On le voit, une grande majorité de collectivités déclarent avoir bien intégré et compris l'enjeu de souveraineté numérique. Mais comment cela se traduit-il de manière concrète quand il s'agit de choisir une solution ou de rédiger les critères d'un appel d'offres ?

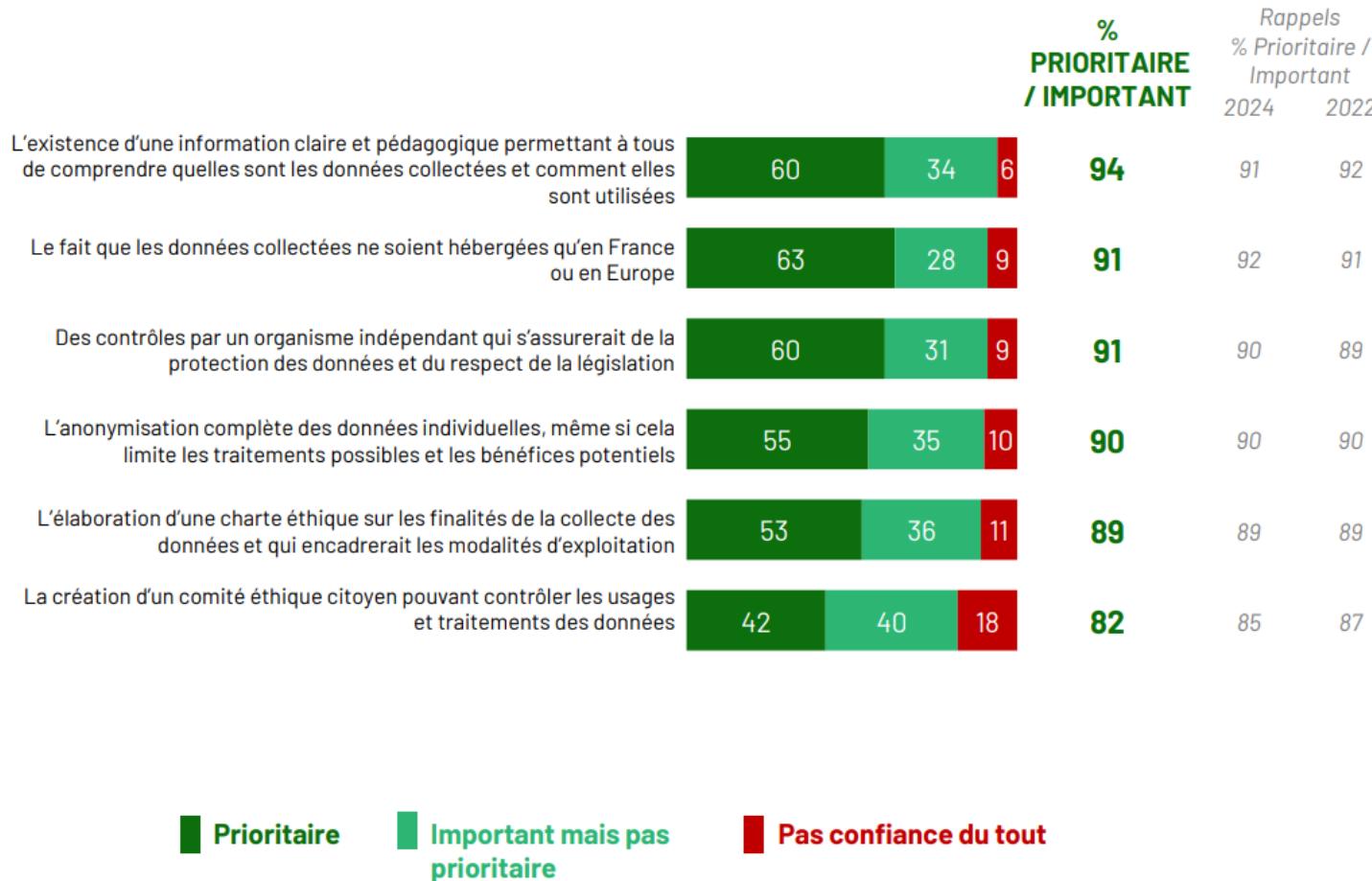
La conformité au RGPD est le plus souvent cité : 95% des collectivités de plus de 3 500 habitants qui ont intégré la dimension de souveraineté déclarent prendre systématiquement ce critère en compte, un chiffre stable quel que soit la taille de la collectivité. Près de **8 collectivités de plus de 3 500 habitants sur 10 prennent en compte la localisation des données en France ou en Europe** (82%), et 68% la réversibilité des solutions et la portabilité des données. La propriété des infrastructures, l'utilisation de logiciels libres ou open source ainsi que l'indépendance vis-à-vis d'acteurs extra-européens sont cités par environ 32% des répondants.

La proximité du stockage des données et la mise en place de mesures de contrôle sont plébiscitées par les Français.

Question : Afin de vous donner davantage confiance dans cette démarche d'utilisation des données pour la gestion du service public, la mise en place de chacun des éléments suivants vous paraît-il prioritaire, important mais pas prioritaire ou secondaire ?

Base : A tous

Confiance et usages des données : qu'en pensent les Français ?



Commentaire de l'Observatoire

Pour les Français, de nombreux leviers sont à activer pour renforcer la confiance dans l'usage des données.

On y retrouve un besoin fort d'une meilleure information (94% la juge prioritaire / importante) et d'un contrôle par un organisme de indépendant (91%).

L'hébergement des données en France ou en Europe fait lui aussi l'objet d'un plébiscite (91% des répondants).



data publica

L'OBSE

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ DE NOS ÉTUDES AINSI QUE LES DONNÉES DE L'ENQUÊTE 2025 SUR NOTRE SITE | observatoire.data-publica.eu

CONTACT | contact@data-publica.eu |



The image shows the cover of the 2025 Data Publica Observatory report. The title is "BAROMÈTRE DE L'OBSE

La parole aux partenaires de l'Observatoire Data Publica



Alexandra RINGOT BOTTEMANNE

*Responsable Innovation &
Transitions territoriales
Banque des Territoires*



Bertrand COQUARD

*Directeur Partenariats
Hexadone - Orange*



Adeline GODINOT

*Directrice Marketing de l'Efficacité Territoriale
La Poste*



3

Note de conjoncture Data, IA et cybersécurité dans les territoires 2025

4ème édition



Adeline GODINOT
Directrice Marketing de l'Efficacité Territoriale
La Poste



Tendances et enjeux 2025 de la Data, IA et Cyber sécurité dans les territoires



Marc Sztulman

Conseiller Régional, délégué au numérique à la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée et président de CyberOcc



Denis Hameau

Adjoint à la maire de Dijon, délégué Qualité du service public, relation aux usagers et innovation, conseiller délégué Smart City, On Dijon



Jacques Priol

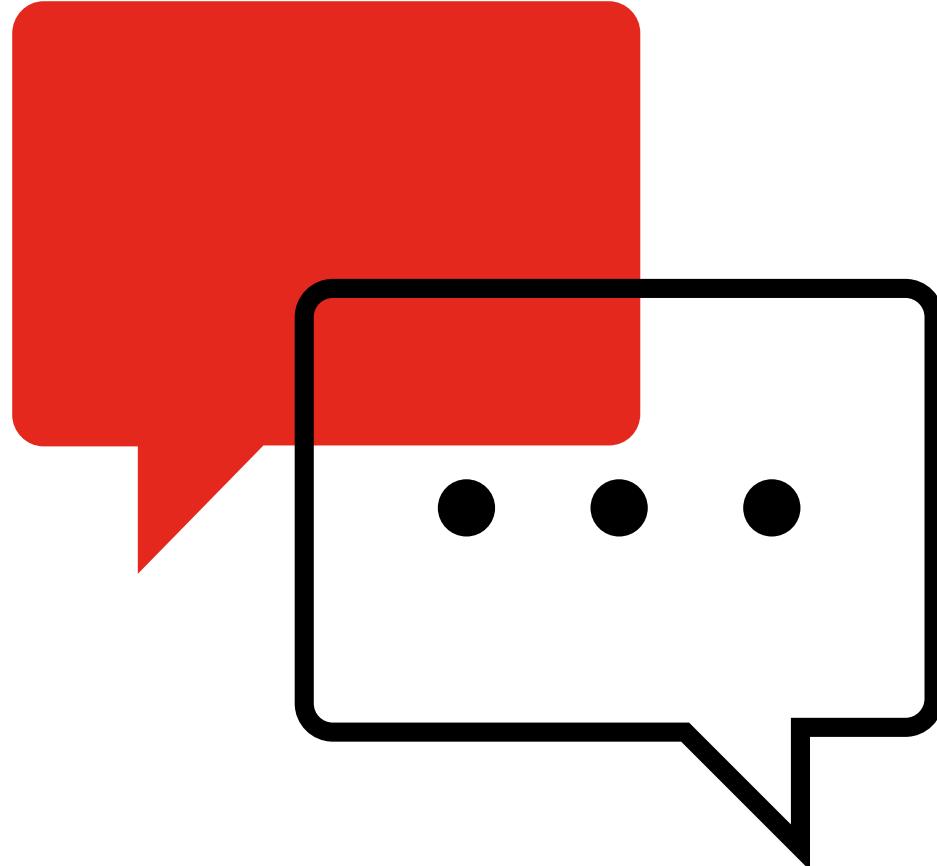
Président du cabinet Civiteo, co-fondateur de l'Observatoire Data Publica, et expert en gestion publique des données et de l'intelligence artificielle



Bénédicte Pillet

Présidente du Cyber Cercle, cercle de réflexion, d'expertise et d'échanges sur la confiance et la sécurité numérique

Temps d'échanges



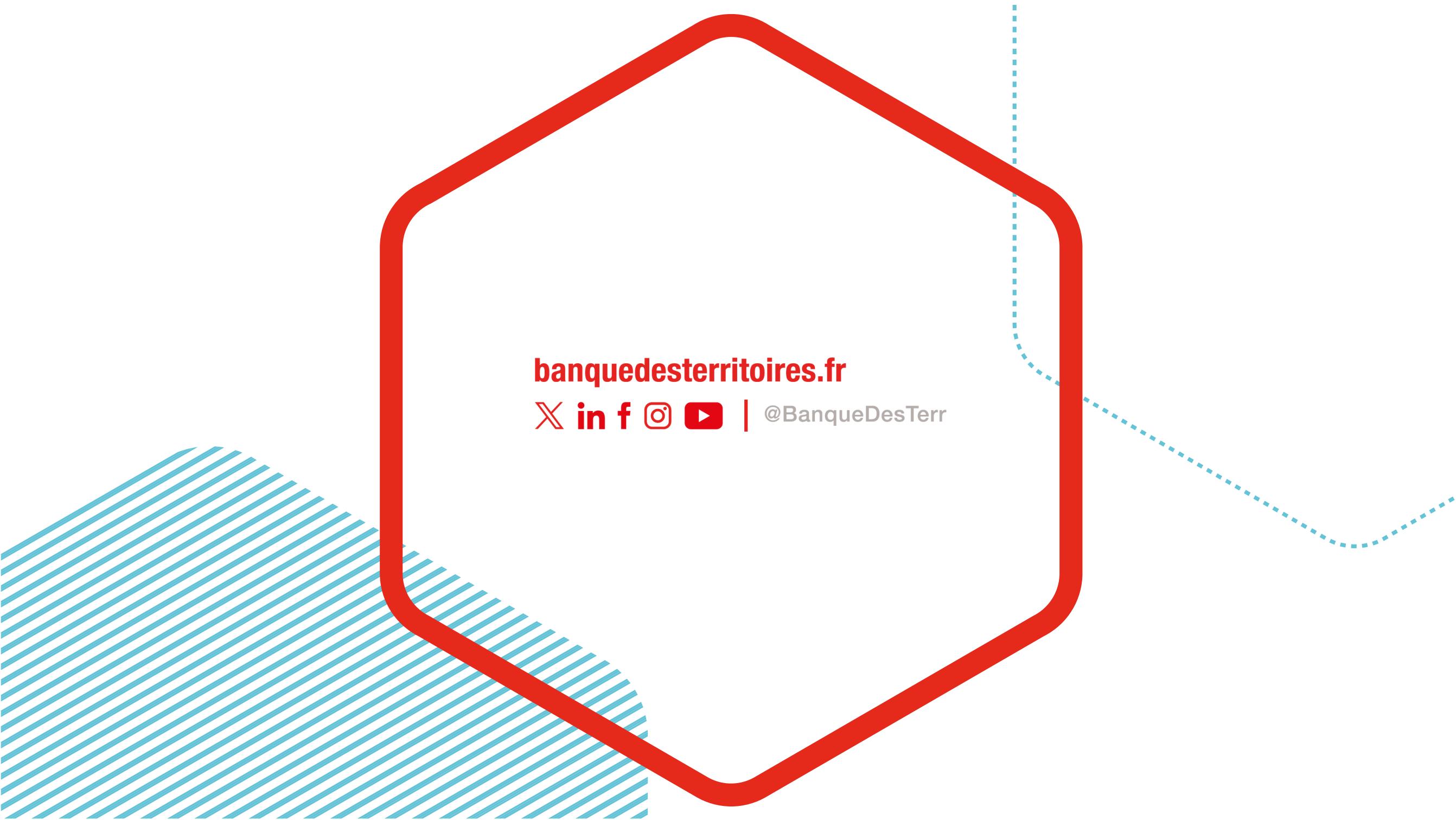
4

Conclusion

- Le replay de cet événement ainsi que le support diffusé seront disponibles, en ligne, à l'issue de cette réunion [sur la page agenda](#) de l'événement
- **Retrouvez la Note de conjoncture Data, IA et Cybersécurité en ligne !**

Merci pour votre participation !





banquedesterritoires.fr

X in f © | @BanqueDesTerr